

SOMMAIRE.

LES MIETTES DU BANQUET. LES EXCES DE LANGAGE. ECHOS DU JOUR. BUREAU SYMBIOTIQUE. LA SORBÈRE D'IBER. LES QUARANTE HEURES. COUBERTIN DE HOLL. À TRAVERS OTTAWA. MARCHÉS D'OTTAWA. MARCHÉS ÉTRANGERS. PHÉLITON.—Le Gouverneur: Recul de Navery.

LES MIETTES DU BANQUET.

Les conservateurs d'Ottawa ont su comprendre l'allusion si délicate faite par Sir John Macdonald à leur fidélité et à leur constance, dans la bonne comme dans la mauvaise fortune. Le premier ministre, qui n'oublie pas les témoignages d'estime reçus, a rappelé en termes émus, dès le début de son discours, le souvenir du banquet qui lui était donné par les conservateurs d'Ottawa, il y a six ans, dans des circonstances bien différentes, après la chute de son gouvernement, tombé victime de la calomnie et de la haine. Les conservateurs d'Ottawa, a-t-il dit, n'ont jamais failli à leurs principes, à leur allégeance politique; tels ils sont aujourd'hui, tels ils étaient alors; ils ont noblement porté le drapeau dans l'adversité, il est juste qu'ils portent encore dans la victoire et dans la triomphe. Sir John a exprimé le vif plaisir qu'il éprouvait à se retrouver au milieu d'amis aussi dévoués et éprouvés.

En passant en revue la législation du pays depuis vingt-cinq ans, qui est presque toute entière l'œuvre de notre parti, le premier ministre a parlé, à plusieurs reprises et en termes extrêmement sympathiques, des catholiques et des Canadiens-français, que les conservateurs ont toujours défendus et appuyés contre la haine et l'hostilité des grès, dirigés par le francophobe M. Brown, surtout sous le régime de l'Union.

Qui, le premier, a eu l'idée de la Confédération? C'est une question que l'on a souvent posée. Sir John y répond. Personne, c'est à dire tout le monde, dit-il. L'idée de la Confédération a été, comme l'eau courante, la propriété commune de tous; c'était une pensée qui se présentait si naturellement que celle de réunir ces provinces en une grande Confédération.

L'édifice de la Confédération a été élevé et complété par le parti conservateur. Cette œuvre immense s'est accomplie comme par enchantement, et lorsque le cabinet conservateur remit les rênes du pouvoir à M. Mackenzie, en 1873, ce travail titanesque était fait, le nouveau régime fonctionnait déjà parfaitement, après cinq ans seulement d'épreuve. Nos adversaires n'ont trouvé rien à faire pendant leur règne, et les conservateurs ont retrouvé, en 1878, toute la machine exactement dans le même état où ils l'avaient laissée cinq ans auparavant. On chercherait en vain les traces des mesures passées par l'administration libérale; on ne trouve que des ruines et un déficit toujours grossissant pour chaque année. L'acte de la Cour suprême qu'ils ont passé, était, de l'aveu de M. Four nier, alors ministre de la justice, le mors que le gouvernement conservateur avait préparé, moins une clause importante, indispensable.

A propos de titres et de celui de sir Richard Cartwright, en particulier. Les titres viennent de la Reine, qui est la source et la fontaine de tous les honneurs, et, par conséquent, il ne faut pas les mépriser ni s'en moquer, comme le font certains libéraux. «Je suis fier, quant à moi, a dit sir John, des titres que j'ai reçus, et ceux de mes collègues qui en ont reçus aussi, sont fiers comme moi. M. Mackenzie avait déclaré qu'il n'en accepterait pas, et il a tenu parole; il les a jetés en pâture comme des os rongés à un tory renégat, M. Cartwright et à celui que le Globe a jadis appelé un griot renégat, M. Howland. Ni M. Mackenzie, ni M. Brown n'en voulaient pour eux-mêmes».

Le fameux emprunt de M. Cartwright, le grand incapable, en 1874, restera toujours comme un souvenir du passage aux affaires de ce politicien. Il accomplit cette merveille d'emprunter à 89 pour le Canada, dans le temps même où les petites colonies de l'Australie empruntaient à 92 ou 94. Et cependant il avoua lui-même qu'il avait représenté aux capitalistes anglais la situation sous ses meilleurs couleurs. Mais avant

et après son voyage en Angleterre, il s'étudia à déprécier le Canada par toutes sortes de fausses assertions, soufflant ainsi le chaud et le froid sur la même question, et croyant pouvoir jouer les capitalistes anglais en leur représentant comme blanc, en Europe, ce qu'il avait déclaré être noir en Amérique.

On n'entend plus parler du mécontentement de la Colombie, qui renouvelait ses menaces de sécession à tout propos sous le gouvernement Mackenzie; c'est que la Colombie connaissait la mauvaise foi de ce gouvernement, auquel elle ne pouvait se fier, et qu'elle a confiance dans la loyauté de la nouvelle administration qui saura bien lui rendre justice et lui donner satisfaction.

Les libéraux ont passé la loi du scrutin secret, que sir John considère lui-même comme humiliante pour la dignité du votant. Ils prétendaient dominer le parti conservateur au moyen de ce système. Cette illusion a été pitoyablement renversée par le verdict du 17 septembre, issu du scrutin secret, et qui a réhabilité les chefs conservateurs en même temps qu'il humiliait les chefs libéraux. Je suis sûr qu'ils regrettent leurs démarches, dit sir John. Ils prétendaient épurer l'atmosphère électorale. L'affaire de Jacques-Cartier, où ils ont pratiqué de fausses trappes pour fausser le scrutin, montre comme ils ont réussi. Et le comté de Jacques-Cartier n'est pas le seul qui ait servi de théâtre à leurs exploits dans ce genre. En d'autres endroits, grâce à leurs promesses, on a trouvé, dans les boîtes de scrutin, plus de bulletins libéraux qu'il n'y avait d'électeurs sur la liste du poll.

Nous n'avons aucune prétention à l'infailibilité, dit sir John à propos du tarif. Nous avons promis de préparer un bon tarif, au meilleur de notre connaissance, en déclarant que si, après l'avoir mis à l'essai, nous y découvrions des erreurs, nous serions heureux de l'amender, dans l'intérêt du pays. Il me fait plaisir de constater, toutefois, qu'il a réussi, en général, et que les déficiences sont si légères que nous pourrions le laisser tel qu'il est pendant une autre année. Cependant nous proposerons quelques amendements au parlement.

Au sujet de nos rapports commerciaux avec l'Angleterre, voici quelle est et quelle sera la politique du gouvernement. Entre les manufacturiers anglais et les manufacturiers américains, nous donnons naturellement la préférence aux premiers; mais entre les manufacturiers anglais et les manufacturiers canadiens, nous préférons ces derniers. Lorsque nous aurons à acheter à l'étranger, nous favoriserons l'Angleterre plutôt, que les autres pays.

M. Mackenzie, en se retirant du pouvoir, laissait un déficit considérable. Il fallut que M. Tilley, aussitôt après l'avènement du gouvernement actuel, allât négocier un emprunt en Angleterre pour rétablir notre situation compromise. Il eut la chance d'arriver quelques jours avant les grandes catastrophes financières de la fin de 1878 et de négocier son emprunt avant cette débâcle, qui causa un profond désarroi dans le monde financier et qui eût rendu l'emprunt impossible. M. Tilley obtint, sur le marché anglais, des avantages beaucoup plus considérables que M. Cartwright.

Sir John a réservé la dernière partie de son discours à M. Blake, qu'il accablait de son ironie toute puissante, et dont il fit voir l'esprit utopiste et mal équilibré. Il releva quelques-unes des contradictions que contient le dernier discours du grand homme. Il passera plusieurs générations avant que les idées de M. Blake en politique ne deviennent pratiques.

Deux faits tout récents, cités par sir John, donnent une idée de l'essor que prend notre commerce. Il y a quelques jours à peine, le gouvernement recevait presque en même temps des propositions venant du Brésil et du Japon pour l'organisation d'un service régulier de vapeurs entre chacun de ces deux pays et le Canada, le Brésil avec les provinces de l'Atlantique et le Japon avec la Colombie.

Tout le monde a admiré le discours plein d'apropos de vigueur et de loyauté de l'honorable M. Langevin, qui a traité la grande question constitutionnelle avec la hauteur et les forces qu'on devait attendre de celui qui a tant contribué à la faire régler. Le ministre des travaux publics a rappelé les luttes de la province de Québec, avant et après

l'Union, pour obtenir le régime responsable. Lors de la Confédération, le premier soin des délégués fut d'insérer cette brillante conquête en tête de la nouvelle constitution, dans le premier article de l'acte fédéral.

Les libéraux ont prétendu que M. Letellier avait été destitué parce qu'il ne partageait pas les vues du gouvernement actuel. Cela est faux. M. Letellier a été puni pour avoir commis un crime politique. Si le gouvernement avait voulu, en le destituant, inaugurer un système arbitraire, est-ce que les lieutenants-gouverneurs des autres provinces, qui ont pour la plupart été nommés par la dernière administration, n'auraient pas été relevés aussi de leurs fonctions? Le cabinet n'y a jamais songé, et il n'est pas probable qu'aucun cabinet entre jamais dans cette voie.

Le triomphe du gouvernement responsable, dans la province de Québec, devra avoir un heureux effet dans toute la confédération et il produira d'honnêtes résultats pour l'avenir.

Le parti conservateur, tout en se félicitant de sa condition présente, ne doit pas négliger ses affaires ni perdre de vue l'avenir. Ses adversaires ne dorment pas, eux. Ils s'organisent. A nous de maintenir notre organisation présente.

Sir A. T. Galt fit l'éloge le plus flatteur de sir John Macdonald, auquel il rendit un témoignage public de son admiration. On a remarqué aussi ses protestations de loyauté envers l'Angleterre. Il n'est plus de tout question d'indépendance, et sir A. T. Galt s'est rallié franchement à la politique éclairée et vraiment nationale de son ancien chef.

Il s'est prononcé énergiquement en faveur du privilège de pouvoir faire des traités avec les autres pays. C'est une déclaration importante dans la bouche du nouveau ministre canadien à Londres. Sir A. T. Galt a déjà obtenu du gouvernement impérial les pouvoirs nécessaires pour traiter directement avec la France et l'Espagne. Et la prérogative dont il parle ne s'étendrait pas seulement aux traités de commerce, mais pourrait également comprendre les autres traités internationaux qui peuvent être compatibles avec notre position, tels que les traités d'extradition, de permis de pêche, de droits d'auteurs, etc.

LES EXCES DE LANGAGE.

Nous lisons dans la Gazette de Sorel: La Canada est vraiment extraordinaire. Le fait est qu'il se agit lui-même de ses grands aïeux. Tout ce que nous pouvons dire en réponse à ses dernières phrases pontifiantes, c'est que si le rédacteur du Canada avait fait les lettres que nous avons faites ici, il ne parait pas de livres lassés et entassés. Dans ses colonnes, et il se conduirait autrement qu'il ne le fait à notre égard. Nous n'avons pas fait d'apologie et nous n'en avons pas à en faire à qui que ce soit, mais nous avons répondu avec indignation et en toute justice ce que l'on nous imputait à mal propos que le Canada est incapable de comprendre, par exemple. En tous cas, le rédacteur du Canada vit trop près de l'homme aux \$20,000, le protecteur de Papa-Michel, pour agir autrement qu'il ne le fait à notre égard. Voilà pourquoi nous pouvons l'assurer que ce nous fait ni chaud ni froid.

Notre confrère de Sorel se plaint vivement de notre conduite à son égard. Il n'y a pas lieu pourtant de se poser en victime. Nous avons protesté seulement contre ses excès de langage comme tendant à rabaisser le niveau de la presse, excès de langage que reposent, nous en sommes persuadés, tous les hommes bien pensants des deux partis. Comme on juge trop souvent de nos jours la population d'un pays par les journaux qui sont censés en être les organes, avec quelle défaveur la nôtre ne serait-elle pas appréciée si chaque feuille française allait imiter le ton de la Gazette de Sorel!

L'organe libéral de Sorel n'est sans doute pas le seul à substituer les invectives les plus malséantes aux arguments sérieux, mais moins que tout autre il est justifiable d'employer pareil langage. Notre confrère tient la plume depuis bientôt un quart de siècle—pour employer une expression familière à un vétéran du journalisme, aujourd'hui lieutenant-gouverneur—et il ne peut plaider ni la jeunesse, ni l'inexpérience, pour excuser l'intempérance de son langage.

Nous concevons que M. Barthe ait à se plaindre de M. Mathieu: ce monsieur a été pour lui un rival formidable qui l'a supplanté dans la représentation du comté de Richelieu, et il parait être encore le principal obstacle à ses succès politiques. Mais croit-il qu'il lui suffira de l'appeler «papa Michel» pour persuader les électeurs que M. Mathieu est indigne de leur confiance? Dans ce cas, il le pense beaucoup moins intelligents qu'ils ne le sont. Plus plus qu'il ne lui suffira pour se remettre dans les bonnes grâces des électeurs de leur criar deux fois par semaine dans la

Gazette, à l'exemple du candidat éliminé par Béranger:

Électeurs de ma province, Il faut que vous sachiez tous De que j'ai fait pour le prince, Pour le prince et pour vous.

Notre confrère aime à faire parade de son patriotisme. Eh bien, dans un temps où nos ministres ont besoin de tout notre concours pour faire respecter nos droits, croit-il agir patriotiquement en dénigrant sans cesse l'un de nos principaux hommes politiques, l'honorable M. Langevin? Croit-il agir patriotiquement en ressassant une vieille calomnie, dont l'opinion publique a depuis longtemps fait justice? Ne pouvait-il pas renoncer à ce dénigrement systématique et traiter M. Langevin aussi équitablement que plusieurs journaux réformistes anglais qui, après avoir paru croire à cette même calomnie, reconnaissent aujourd'hui que le ministre des travaux publics est l'un des membres les plus importants et les plus considérés du gouvernement?

La Gazette de Sorel se trompe du tout au tout si elle pense que M. Langevin inspire nos articles de près ou de loin. M. Barthe peut être un personnage très important dans tout le district Richelieu; il se peut aussi qu'il soit victime de l'ingratitude publique la plus noire—comme le fut jadis Aristide le sage à Athènes—; mais qu'il se console!

En tous temps, en tous lieux le public est injuste. Horace s'en plaignait sous le règne d'Auguste.

Cependant, qu'il sache une bonne fois que les ministres ont autre chose à faire que de se préoccuper de ses premiers-Sorel. Quand la foudre les atteindra, elle éclatera ailleurs que dans les colonnes de notre confrère. Si nous désirions être particulièrement agréables aux ministres, il est certain que nous ne prendrions même pas la peine de relever ses attaques injurieuses à leur adresse. Quant à nous, nous jetons un peu de notre poudre à la Gazette, faute de trouver un adversaire plus sérieux parmi les feuilles libérales, qui n'ont jamais été aussi médiocrement rédigées qu'à l'heure actuelle.

Ajoutons que les excès de langage sont tellement à la mode, dans la Gazette de Sorel, qu'elle ne peut guère parler d'un adversaire sans l'éclabousser d'une façon plus ou moins inconvenante.

Dans son dernier numéro, notre confrère parle du cabinet Chapleau comme du cabinet des vœux. Ce cela est digne! Encore si l'épithète était quelque peu spirituelle! M. Massue, l'estimable député de Richelieu, est qualifié «d'innocent» et M. de la Bruère, l'habile rédacteur du Courrier de Saint-Hyacinthe, de «noble cologéneré». De l'injure à pleines colonnes, mais des arguments, point! Il est infiniment regrettable que la presse libérale n'ait pas un seul organe avec lequel nous puissions croiser les armes d'une façon décente. Rien d'étonnant que beaucoup de libéraux soient dégoûtés de leurs propres journaux!

ECHOS DU JOUR.

La Congrégation de la Propagande a approuvé la proposition du cardinal McClosky au sujet de l'établissement de trois nouveaux évêchés en Amérique sous la juridiction de l'archevêque de New-York.

Le président Hayes, dans son message, fulmine contre les Mormons et contre leurs belles institutions; il suggère au Congrès de mettre les disciples de Brigham Young au ban de la nation, en leur enlevant leurs droits civils.

La compagnie du chemin de fer du Grand-Tronc a l'intention de construire un embranchement qui trait de Saint-Isidore à Dundee, dans le comté de Huntington. Plusieurs arpenteurs sont actuellement à l'ouvrage, pour localiser la ligne.

Le Révé. M. Paradis, curé de Kankakee, aux Etats-Unis, et de passage à Québec, dit que les Canadiens qui résident à Kankakee, Illinois, se préparent déjà, en faisant des épargnes, à venir chérir la Saint-Jean-Baptiste dans la capitale. Les Canadiens de Saint Paul, Minn., font aussi un mouvement dans ce sens.

Le Globe, qui avait paru d'abord vouloir garder une sage réserve, à l'égard de la grande démonstration conservatrice d'Ottawa, attaque vivement, dans son dernier numéro, les ardeurs du banquet. Il déverse en particulier son mépris sur sir John dont il compare les spirituelles remarques aux «gambades d'un éléphant». Comme ce mot est de bon goût! Evidemment, pour que le Globe

s'oublie de cette façon, il faut qu'il soit aveuglé par un dépit voisin de la rage. Cette conduite contraste avec celle de plusieurs journaux libéraux, de moindre importance, qui ont en la franchise de dire la vérité au sujet de la fête de jeudi.

Du Courrier de Saint-Hyacinthe:

Nous constatons avec plaisir que les directeurs du séminaire de Saint-Hyacinthe ont autorisé, dans leur maison, la formation d'une compagnie pour fins d'exercice militaire parmi leurs élèves. C'est un exemple qui, espérons-le, sera suivi par nos autres maisons d'éducation.

L'honorable ministre de la milice, M. Masson, qui lui-même est un ancien élève de notre collège, a été heureux, nous n'en doutons point, d'accéder à la demande qui lui a été faite par ses ci-devant professeurs.

Un correspondant écrit à la Minerve que M. Larose, député de Verchères, est retourné dans ses foyers, au Connecticut, Etats-Unis.

M. Larose est résident américain, marié, et n'habitera le Canada que pendant la durée des sessions de la législature.

Les électeurs de Verchères peuvent se flatter d'être bien représentés.

Un correspondant du Globe déclare que l'évêque Levis, de cette ville, a eu tort d'assister au banquet, où l'on avait bu beaucoup de vin, et où l'on s'était servi d'un langage profane. Ce haut dignitaire ne devait pas, en outre, d'après ce vertueux gré, afficher ainsi ses préférences politiques. C'était inconvenant.

La lettre du Globe est une insolence.

Le mouvement anti-chinois commence à produire des résultats aux Etats-Unis. La population chinoise de la Californie a notablement diminué depuis un an ou deux. Les habitants du Ciel Empire retournent et massent leur divin pays, l'atmosphère de l'Amérique leur devenant hostile. Il en est parti 900 d'un seul coup, le 15 novembre, par un steamer en partance de San Francisco pour Hong Kong.

Le général Grant n'est pas rassasié de voyages. Aussitôt arrivé du Japon, il est reparti pour le Mexique et les Antilles. Un journal américain se demande si l'illustre général est à la recherche du mouvement perpétuel. Encore si l'on voyageait comme un autre; mais il a le soin, nouvel Ulisse, d'entretenir le monde de ses moindres faits et gestes, et de faire chanter ses pérégrinations par un presse complaisant.

Le télégraphe ne signale aucune amélioration dans l'état de la Reine. Les médecins ont ordonné un repos absolu, et les hitimes ont seuls accès auprès de l'auguste malade. Les affaires d'Etat qui requièrent l'intervention de Sa Majesté sont suspendues. La population de Londres manifeste une grande anxiété, et l'on reçoit d'heure en heure des télégrammes des cours d'Europe demandant des nouvelles de la santé de la Reine.

Le banquet de jeudi a été fécond en enseignements de toutes sortes. Les paroles des ministres et des autres orateurs ont été recueillies avec avidité et répandues dans tout le pays. Elles ont eu du retentissement partout.

Pour mettre davantage en relief les traits les plus saillants des déclarations ministérielles, nous avons cru devoir présenter, sous forme de Miettes du banquet, une revue des discours dont nous commençons aujourd'hui la publication ailleurs.

Le Post, de Montréal, n'est vraiment pas tendre pour le Herald d'Ottawa. Citons quelques passages de son article d'hier:

«A notre avis M. Starns, Haney, French, Egleson, Waller et Baskerville ont fait beaucoup trop d'honneur au Herald en dénigrant ses articles impies. Ils ont soutenu, dans le petit fourbière qui entoure le bureau de ce journal, une petite tempête qui n'est pas dure longtemps, si personne ne se fit occupé de ce pitoyable insouffleur. On ne peut s'empêcher d'éprouver un certain respect pour l'homme qui a le courage de ses principes, tout en les condamnant quand ils sont mauvais. Le Witness et le Canadian Spectator sont protestants; nous savons à qui nous avons affaire quand nous discutons avec eux. Mais le Herald, loin de reconnaître qu'il n'a et n'eut jamais aucune croyance, se donne une mission religieuse. Il serait tout aussi hien de voir un prêtre catholique attaquer soudainement la religion dont il est ministre.»

Dura veritas, sed veritas.

La session du parlement français s'est ouverte jeudi dernier. La situation du cabinet est quelque peu embarrassée. M. Waddington a demandé un vote de confiance à la Chambre, dès le début, afin de faire disparaître les incertitudes, et il a déclaré qu'il était prêt à résigner s'il n'obtenait pas ce vote. Il est probable que la majorité de l'assemblée ne refusera pas ce certificat préalable et qu'elle attendra le gouvernement à l'œuvre pour le juger. La disparition de M. Waddington et de ses collègues ne

serait pas une grande perte; cependant, plusieurs continueront probablement à l'appuyer par crainte d'un pire mal. S'il n'est pas défait à l'assemblée, le gouvernement est sûr de l'être au sénat, qui rejettera certainement le bill de M. Ferry, devenu l'article le plus important du programme ministériel.

L'opinion publique commence à s'affirmer au sujet de la littérature malpropre que certaines feuilles servent à leurs lecteurs. Voici ce que dit à ce sujet l'un de nos confrères de Montréal:

«Nous avons, de par la province, quatre ou cinq feuilles qui se font une singulière idée du rôle de la presse. Jetez-y les yeux quand vous voudrez et nous vous dirons d'y aller avec précaution à part les petites nouvelles du jour, que des insultes à l'adresse des adversaires, des appels aux préjugés. Voilà le fond de tous ces journaux, et la forme correspond à la pensée, si cela peut s'appeler pensée. Des renseignements utiles au peuple, des études sur une question quelconque, n'en cherchez pas. Les écrivains ne paraissent pas même soupçonner qu'ils doivent en donner. On se demande l'utilité d'une pareille presse! Ce n'est pas ce que l'on doit demander; il convient plutôt de signaler le mal qu'elle peut faire et de mettre le peuple en garde contre sa pernicieuse influence. Dans le rayon où cette influence s'exerce, elle ne peut que démorceler le peuple. Heureusement que le nôtre a le sentiment du juste et du vrai, et une constitution morale assez forte pour résister au poison.»

La Gazette de Sorel, en particulier, pourra se livrer à d'utiles réflexions après avoir lu ce qui précède.

Le Sorelois annonce que M. Lamoureux, fabricant d'instruments aratoires à Sorel, vient de recevoir de Manitoba une commande importante. Il sera prêt, en exécution de cette commande; à expédier, dès la fin de l'hiver, une quantité considérable de charnnes vers le nord-ouest. Le commerce de Manitoba importe chaque année des milliers et des milliers d'instruments aratoires de toutes sortes, pour approvisionner les nombreux colons qui vont s'établir dans le nord-ouest. Jusqu'ici, cette importation s'était faite presque exclusivement à l'avantage des Etats de l'Ouest et des villes de Saint-Paul et de Minneapolis en particulier. Le nouveau tarif a détourné ce courant au profit du marché canadien, et nos fabricants de Québec et d'Ontario sont maintenant en position de faire concurrence à leurs rivaux américains, malgré la distance. Le coût plus élevé du transport est compensé par les droits que les marchands américains ont à payer.

Combien de fois les libéraux et les gris n'ont-ils pas prétendu que le nouveau tarif nous ferait les marchés américains? Depuis plus d'un an, nous entendons cette ritournelle aussi fautive que fatigante: Girona encore des faits récents qui viennent donner le démenti à nos obstinés adversaires. M. A. Worden, consul américain à Guelph, vient de communiquer à la presse un état des exportations aux Etats-Unis, du port susmentionné, pour le mois de novembre qui vient de finir. Ces exportations représentent une valeur de \$101,057.66. L'an dernier, pour le même mois, elles ne représentaient que \$67,449.93, soit une différence de \$34,607.73, ou plus de cinquante pour cent, en faveur de cette année. Est-il donc vrai que le Globe prêchait dans le désert? La protection fait son chemin et c'est vraiment le cas de répéter les vers d'un vétéran du journalisme canadien faisait, de son temps, un si fréquent usage:

«Le Dieu, poursuivant sa carrière, Jetait des torrents de lumière Sur ses obscurs blasphémateurs.»

—Ceux qui désirent savourer une tasse d'excellent café, doivent essayer le mélange délicieux de James Buchanan, 71 rue Rideau. Ottawa, 4 novembre 1879. 1m

Casquettes TAM O'SHANTER Bonnets Ecosais, (Large croons, Ye Ken) \$1.50 R. J. DEVLIN.

Le grand ETABLISSEMENT DE LA VILLE, POUR MARCHANDISES DE MODES, Vêtements d'hommes etc., etc. EST CELUI DE G. C. EGAN, 537 & 539 RUE SUSSEX, OTTAWA. Les gens de la campagne trouvent leur avantage à venir examiner notre Stock. 537 & 539 RUE SUSSEX, OTTAWA, 10 novembre 1879.

L. A. OLIVIER AVOCAT. Bureau—Encignette des rues Rideau et Sussex, Block d'Egison, Ottawa, Ont. ARGENT A PRETER. Ottawa, 23 juin 1879. J. J. J. J.

HUILE ASTRALE DE PRATT

1°0 degrés à l'épreuve du feu.

La meilleure huile de charbon du monde; PAS DE FUMÉE, PAS DE SENTEUR, PAS D'EXPLOSION.

SEUL AGENT CHEZ

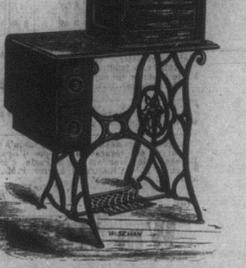
SHAW CRYSTAL HALL

68 Rue Sparks.

PRENEZ LA RDE!

Certaines gens font passer de l'huile du Canada pour celle des Etats-Unis, prétendant l'acheter de nous pour fournir leurs clients. C'EST FAUX. Il n'y a pas d'autre huile américaine en ville et aucun marchand ou revendeur ne l'achète de nous, ni ne peut la vendre. Cette huile ne peut s'acheter que de nous, à notre établissement 68 rue Sparks, et de là est destinée à tous nos clients.

Williams' Singer



LA MEILLEURE

MACHINE A COUDRE

DU MONDE.

N'a pas son égal pour le fini, la durée et l'étendue de l'ouvrage fait.

2000

MAINTENANT EN USAGE A OTTAWA.

Aucun autre MOULIN ne donne autant de satisfaction.

THOMAS MAY,

Agent général pour Ottawa.

BUREAU PRINCIPAL: 210 Rue Sparks.

SUBSIDIARIE: 284, RUE DALHOUSIE.

Ottawa, 25 nov., 1879. 6m.

GIBSON, FILS ET WARNOCK,

MANUFACTURIERS DE

Biscuits

pour le commerce de gros.

Le plus grand blanchissement de la vallée d'Ottawa.

Tous nos biscuits sont cuits à la vapeur au moyen d'un fourneau mobile qui a une capacité de 20 quart de fleur par jour.

Nos employés sont des premiers mains du pays. Nous ne nous occupons que du commerce de gros seulement et garantissons pleine satisfaction.

GIBSON, FILS ET WARNOCK, Coin des rues Bank et Queen.

Le grand

ETABLISSEMENT

DE LA VILLE, POUR

MARCHANDISES

DE MODES, Vêtements d'hommes

etc., etc.

EST CELUI DE

G. C. EGAN,

537 & 539

RUE SUSSEX.

Les gens de la campagne trouvent leur avantage à venir examiner notre Stock.

537 & 539 RUE SUSSEX, OTTAWA, 10 novembre 1879.

L. A. OLIVIER

AVOCAT.

Bureau—Encignette des rues Rideau et Sussex, Block d'Egison, Ottawa, Ont.

ARGENT A PRETER. Ottawa, 23 juin 1879. J. J. J. J.